

**Unité bidépartementale  
Eure Orne**

Nos références : 61 / 2023 – 40  
Mél : [ubdeo.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ubdeo.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr)  
Tél : 02 33 32 50 93

Alençon, le 6 mars 2023

**Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/02/2023

**Contexte et constats**

Publié sur 

**LISI AUTOMOTIVE NOMEL**

La forêt du Château  
LA FERTE FRENEL  
61550 La Ferté-en-Ouche

Code AIOT : 0005302264

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2023 dans l'établissement LISI AUTOMOTIVE NOMEL implanté La forêt du Château LA FERTE FRENEL 61550 La Ferté-en-Ouche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection fait suite au signalement par l'exploitant le 20 janvier 2023 de dysfonctionnements importants des outils épuratoires du site depuis plusieurs mois.

Par courrier du 20 janvier 2023, l'exploitant informe l'inspection des installations classées des difficultés suivantes :

- la canalisation de rejets située entre la sortie de la station de traitement physico-chimique et le rejet dans la Charentonne est partiellement bouchée, obligeant à réduire les débits de rejet et donc les débits de renouvellement des bains de rinçage des chaînes de traitement de surface et donc à augmenter les concentrations dans les bains ;
- l'évaporateur concentrateur qui traite les effluents de rinçage des lignes de nickelage, des rinçages alcalins et dégraissant est en panne depuis novembre 2022, avec un long délai de réparation lié aux difficultés d'approvisionnement des pièces détachées ;
- problème d'enregistrement des données en sortie de la station de traitement biologique ;
- retard dans les saisies Gidaf.

L'exploitant sollicite également un décalage de 3 mois pour la remise de l'étude technico-économique prescrite par l'arrêté complémentaire du 9 mars 2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LISI AUTOMOTIVE NOMEL
- La forêt du Château LA FERTE FRENEL 61550 La Ferté-en-Ouche
- Code AIOT : 0005302264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Lisi Automotive Nomel est spécialisé dans la fabrication d'écrous, rondelles, circlips, exclusivement pour les constructeurs d'automobiles (travail mécanique des métaux et traitements de surface). Il emploie environ 240 salariés en permanence.

L'exploitation des installations est encadrée par un arrêté préfectoral du 1er octobre 2003, complété à plusieurs reprises. Un arrêté complémentaire du 9 mars 2022 fixe de nouvelles valeurs limites de rejet et prescrit la réalisation d'une étude technico-économique afin de proposer des mesures de réduction des flux polluants dans la Charentonne, pour les rendre compatibles avec l'objectif de retour au bon état de la masse d'eau fixé par le SDAGE.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Traitement des effluents liquides

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Rejets d'effluents liquides	AP Complémentaire du 09/03/2022, article 2.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Incident	Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 5.3	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets des effluents liquides	AP Complémentaire du 09/03/2022, article 2.2	Sans objet
2	Traitement des effluents liquides	AP Complémentaire du 09/03/2022, article 2.2	Sans objet
3	Rejet des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 14.3	Sans objet
5	Rejets d'effluents liquides	AP Complémentaire du 09/03/2022, article 2.3	Sans objet
6	Rejets d'effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 14.8	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Plusieurs non-conformités réglementaires ont été constatées concernant la gestion des effluents liquides du site.

Les limites de la station de traitement physico-chimique actuelle, qui ne permet pas, en l'état, d'assurer un rejet compatible avec l'objectif de retour au bon état de la Charentonne fixée par le SDAGE ont été identifiées. Une étude technico-économique visant à proposer des solutions permettant de respecter cet objectif a été prescrite et est attendue pour juin 2023.

Toutefois, en sus, la gestion des effluents est complexifiée en raison de défaillances de l'évaporateur mais surtout d'un bouchage partiel de la canalisation de rejets depuis plusieurs mois, qui nécessite de concentrer les bains de rinçage des chaînes de traitement de surface. Les opérations de débouchage de la canalisation n'ont pas permis d'améliorer la situation à ce stade. Cette situation aggrave les difficultés intrinsèques de la station.

Ces conditions d'exploitation dégradées conduisent au non-respect des valeurs limites de rejet prescrites par l'arrêté préfectoral. L'inspection des installations classées propose donc de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

L'exploitant devra également transmettre deux rapports d'incident : l'un sur l'absence d'enregistrement des données de surveillance en sortie de station biologique durant 6 mois en 2022 et l'autre sur les non-respects des valeurs limites de rejets en raison du bouchage de la canalisation de rejets.

### **2-4) Fiches de constats**

N° 1 : Rejets des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/03/2022, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etude technico-économique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise une étude technico-économique afin de proposer des mesures de réduction des flux polluants de ses rejets d'eaux résiduaires dans la Charentonne, pour les rendre compatibles avec les objectifs de bon état écologique de la masse d'eau. Cette étude positionne les niveaux d'émissions des installations vis-à-vis des meilleures techniques disponibles (MTD), en particulier les techniques « zéro rejet », inclut une analyse comparative avec les modes de traitement alternatif des rejets aqueux et analyse les possibilités de réduction de la teneur des différents polluants. L'exploitant remet cette étude avant le 1er mars 2023.
<b>Constats :</b> Par courrier du 20 janvier 2023, l'exploitant informe l'inspection des installations classées de difficultés dans le fonctionnement de la station de traitement physico-chimique des effluents conduisant à un retard dans la remise de l'étude. L'exploitant indique être en capacité de remettre l'étude pour le 1er juin 2023.  Lors de l'inspection, le bureau d'études IRH Antea a présenté les premiers résultats de l'étude technico-économique. La station, dans sa configuration actuelle, présente de bons rendements, mais n'est pas adaptée pour abattre les polluants actuels au niveau attendu par le SDAGE (station dimensionnée pour traiter initialement le cadmium et les cyanures, puis adaptée pour traiter le chrome, le nickel et le zinc). Elle n'est par ailleurs pas adaptée pour traiter l'azote.  Les difficultés techniques liées à la présence de gypse dans la station (voir points de contrôle suivants) nécessitent des essais complémentaires en vue de proposer les solutions techniques les plus appropriées.  L'inspection des installations classées prend note de cet engagement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Traitement des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/03/2022, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Eaux industrielles résiduaires  Les eaux industrielles résiduaires provenant des traitements de surface sont collectées et dirigées vers la station de détoxification des effluents de l'établissement avant rejet ou vers l'évapo-concentrateur.  <b>Constats :</b> Les effluents issus des lignes de traitements de surface (dégraissage et zingage) sont traités soit par la station physico-chimique, soit par un évaporateur installé depuis 2018. Ce dernier équipement permet de réduire la consommation d'eau du site d'environ 10 % par recyclage des distillats.  L'exploitant informe que l'évaporateur est à l'arrêt depuis juillet 2022, en raison de corrosion sur un échangeur. L'échangeur a été remplacé le 14 février 2023. Durant cette période, les effluents ont été évacués comme des déchets (environ 90t).  En ce qui concerne la station physico-chimique, les difficultés sont les suivantes :  - elle reçoit des effluents complexes (calcium, soufre, métaux), principalement acides et très concentrés, avec une forte variabilité. L'exploitant est donc obligé d'utiliser de grandes quantités de chaux pour remonter le pH en tête de station. Cette situation conduit à des phénomènes de précipitation (formation de tartre), dans les cuves de la station mais également dans la canalisation de rejet,  - depuis de nombreux mois, la canalisation de rejets des effluents dans la Charentonne est partiellement bouchée (canalisation en fonte de diamètre 200, de 6 km de long). Alors que le débit de rejet moyen est d'environ 100 m3/j, il est réduit à environ 30-40 m3/j depuis janvier 2023. Cette situation nécessite de concentrer les bains de rinçage des chaînes de traitement de surface, génère des difficultés de qualité des produits fabriqués et accentue les difficultés précitées de fonctionnement de la station physico-chimique. L'exploitant indique que cette situation risque de compliquer la gestion des effluents produits par l'évaporateur à son redémarrage, car ceux-ci doivent également transiter par la canalisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Rejet des effluents liquides**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 14.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Canalisation de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets s'effectuent dans la Charentonne, au point précisé sur le plan joint au présent arrêté (annexe 2), au moyen d'une canalisation enterrée de 6 km de longueur.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les actions engagées pour améliorer l'évacuation des effluents, sans que des améliorations notables ne soient constatées à ce stade : <ul style="list-style-type: none"><li>- le coude en sortie de station a été remplacé afin de réduire les pertes de charge,</li><li>- des opérations d'hydrocurage ont été engagées et ont permis d'identifier un bouchon à environ 1 km du site.</li></ul> <p>Des regards sont installés le long de la canalisation, mais l'exploitant est confronté à des difficultés d'accessibilité liée à la portance des terrains en période hivernale (champ). Des travaux sont nécessaires afin de pouvoir acheminer les engins.</p> <p>Il indique prévoir un contrôle par caméra afin de diagnostiquer plus globalement la situation. L'exploitant doit poursuivre ses investigations afin de permettre le débouchage de la canalisation et un retour à la normale concernant la gestion des effluents des chaînes de traitement de surface.</p> <p><u>L'inspection des installations classées alerte sur le fait que toutes dispositions soient prises afin d'éviter un rejet intempestif de boues ou de calcaire au point de rejet dans la Charentonne. L'exploitant doit renforcer sa surveillance, au minimum visuelle, du point de rejet durant ces opérations.</u></p> <p><u>Enfin, l'exploitant devra proposer et mettre en place un programme de maintenance préventive afin de suivre l'état de la canalisation.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### **N° 4 : Rejets d'effluents liquides**



**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/03/2022, article 2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission en sortie de la station physico-chimique

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Valeurs limites de rejet des eaux industrielles résiduaires

En sortie de station de détoxification (avant mélange avec les eaux issues de la station biologique) :

-débit journalier maximal: 140 m3/j

- pH : compris entre 6,5 et 8,5

- température : inférieure à 30° C

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
MES	25	3,500
DCO	200	28,000
P total	1	0,140
NGL	40	8,000
Nitrites	20	2,800
Nitrates	-	0,000
Ammonium (NH <sub>4</sub> <sup>+</sup> )	-	0,000
NKJ	-	0,000
Fer	3	0,420
Zinc	2	0,280
Nickel	0,1	0,014
Chrome total	0,18	0,020
Fluor	0,5	0,070
Trichlorométhane (chloroforme)	0,1	0,014
AOX	2,5	0,200

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite.

Dans le cas d'une auto-surveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % de la série des résultats des mesures journalières peuvent dépasser les valeurs limites prescrites sans en dépasser le double.

**Constats :** Les difficultés de gestion des effluents conduisent à des non-respects des valeurs limites d'émission en métaux depuis septembre 2022, la situation se dégradant depuis lors :

- nickel : dépassement systématique en concentration et récurrent en flux, depuis septembre 2022 avec une dégradation depuis décembre 2022 (concentration jusque 30 fois supérieure à la limite et flux 10 fois supérieur à la limite),
- zinc : dépassements ponctuels en concentration depuis novembre 2022 puis dépassement systématique en concentration depuis janvier 2023 et ponctuellement en flux (concentration jusque 6 fois supérieure à la limite et flux 2 fois supérieur à la limite),
- chrome : dépassements ponctuels en concentration depuis octobre 2022 avec une dégradation depuis décembre 2022, avec l'apparition de dépassements en flux (concentration jusque 4 fois supérieure à la limite et flux 2 fois supérieur à la limite),

- azote global : des dépassements sont également systématiquement constatés en ce qui concerne l'azote global, avec une dégradation des résultats du fait de la concentration des effluents depuis janvier 2023 (concentration jusque 4 fois supérieure à la limite et flux légèrement supérieur à la limite). La station n'est pas conçue pour traiter l'azote. Ce sujet est traité dans le cadre de l'étude technico-économique prescrite, des solutions techniques devant être proposées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 5 : Rejets d'effluents liquides

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/03/2022, article 2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des rejets liquides en sortie de la station physico-chimique

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

### Prescription contrôlée :

Avant que les rejets d'effluents issus de la station de détoxification ne soient mélangés à d'autres effluents, et avant rejets dans la Charentonne, des contrôles de la qualité des effluents traités sont réalisés par l'exploitant en sortie de la station de traitement. Les prélèvements sont asservis au débit et opérés de telle sorte que les échantillons analysés soient des échantillons moyens sur 24 heures. Les analyses et mesures des eaux prélevées sont effectuées dans les conditions suivantes :

Paramètres	Fréquences de mesures
pH	continue
Température	continue
Débit	continue
Zinc	journalière
DCO	hebdomadaire
N global (NGL)	hebdomadaire
Nitrites	hebdomadaire
Nitrates	hebdomadaire
Ammonium (NH <sub>4</sub> <sup>+</sup> )	hebdomadaire
Azote Kjeldahl (NTK)	hebdomadaire
Fer	hebdomadaire
Nickel	hebdomadaire
Chrome total	hebdomadaire
Phosphore total	trimestrielle
MES	trimestrielle
Chloroforme	trimestrielle
AOX	trimestrielle
Fluor	trimestrielle

Une synthèse de ces résultats d'autosurveillance accompagnés de commentaires est adressée mensuellement à l'Inspection des installations classées.

**Constats :** La surveillance des rejets est effectuée conformément aux dispositions prescrites.

Toutefois, les données de surveillance n'ont pas été saisies depuis le mois de juin 2022 au sein de l'application dédiée GIDAF.

Depuis l'inspection, l'exploitant a transmis les tableaux récapitulatifs des données et a saisi les données dans GIDAF.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 6 : Rejets d'effluents liquides**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 14.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets liquides en sortie de la station biologique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Station biologique Avant que les rejets d'effluents issus de la station biologique ne soient mélangés à d'autres effluents, des contrôles de leur qualité sont réalisés par l'exploitant sur des prélèvements moyens, représentatifs de la période considérée. A cette fin, un échantillonnage représentatif du rejet d'eaux résiduaires est effectué à la sortie de la station et des analyses et mesures des eaux prélevées sont effectuées dans les conditions suivantes : Voir tableau dans l'AP
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que l'enregistrement des mesures de pH et de débit des effluents en sortie de la station de traitement biologique n'a pas été réalisé entre juillet et décembre 2022. Le dysfonctionnement est dû à une pompe vide cave défaillante qui a entraîné une inondation des équipements.  La situation est de nouveau conforme depuis janvier 2023, depuis le remplacement de la pompe.  <u>Dans le cadre du rapport d'incident, l'exploitant devra évaluer l'éventuel impact environnemental de ce dysfonctionnement (évaluation des débits par recoupement de données, éventuels incidents de la station durant la période, etc.).</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 7 : Incident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement doit être déclaré dans les plus brefs délais à l'inspection des installations classées. L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, sous 15 jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre pour éviter qu'il ne se reproduise.
<b>Constats :</b> Par courrier du 20 janvier 2023, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées des dysfonctionnements concernant la station de traitement physico-chimique, la canalisation de rejet, l'absence d'enregistrement des données en sortie de station biologique et le retard dans la saisie Gidaf.  Au regard de la situation décrite, <u>l'exploitant doit transmettre deux rapports d'incidents</u> , afin de procéder au retour d'expérience : <ul style="list-style-type: none"><li>- défaut de surveillance en sortie de la station de traitement biologique,</li><li>- non-respect des valeurs limites de rejets en métaux en raison du bouchage de la canalisation de rejet.</li></ul> Une première version de rapport doit être transmise sous 15 jours. Une version actualisée sera à transmettre ultérieurement une fois les problèmes de la canalisation de rejet réglés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet